

# Togo: SADD inculque les valeurs du dialogue sociétal aux leaders des zones minières



Dans le contexte de la décentralisation en cours du Togo, la Solidarité et Action pour le Développement Durable (SADD) est décidée à organiser les populations des zones minières afin qu'elles deviennent des auteurs et des acteurs de la transformation sociale. Pour y arriver, l'organisation a entrepris des actions visant à renforcer les capacités des leaders d'opinion de ces milieux, sur le dialogue sociétal, les redevabilités sociales et économiques. Jeudi à Tabligbo, 50 acteurs locaux dont des chefs traditionnels ont été outillés sur les valeurs qui caractérisent le dialogue sociétal, gage de paix sociale.

Le séminaire atelier était placé sur le thème : « Le Togo à l'épreuve de la gouvernance locale : Dialogue sociétal, redevabilité et transparence dans les industries extractives, les communautés hôtes se mobilisent ». Il a réuni 50 acteurs locaux que sont les chefs traditionnels, responsables CDQ, CVD, CCD et des OSC.

Cette rencontre se tient dans un contexte de décentralisation où les Chefs traditionnels et les collectivités locales doivent avoir à l'esprit, le bien-être de leur population et

de s'investir dans le développement de leur communauté.

{loadmoduleid 210}

Pour le Coordonnateur de SADD, la formation est en adéquation avec le Projet de Développement et de Gouvernance Minières (PDGM) du gouvernement en mise en œuvre jusqu'en 2020.

*« SADD soutient que seules une revalorisation sociojuridique, son applicabilité et une gestion transparente des ressources pourront garantir le respect des droits humains dans le secteur, générer et garantir des retombées économiques, sociales et financières importantes, et une juste et équitable répartition en termes de contribution à l'économie nationale, de création d'emplois directs et indirects décents et de développement local soutenu via les infrastructures socioéconomique créées et la mise en œuvre effective de la responsabilité sociétale des entreprises », a déclaré Yves Dossou.*

Pour M. Dossou, son organisation est dans sa dynamique de suivi des politiques publiques et de contrôle citoyen de l'Action Publique apporte sa contribution pour l'effectivité des pertinentes dispositions prises par le gouvernement togolais afin d'assurer un développement humain et durable aux populations des communautés hôtes des entreprises multinationales d'extraction minière.

Intervenant dans le cadre de ce séminaire, le préfet de Yoto a souligné que la situation sociale et environnementale dans le secteur minier au Togo est préoccupante. Yao Alibo a pointé des risques d'atteinte au bien-être des populations, aux ressources hydrographiques, à la végétation, de pollution atmosphérique dommageable pour la santé, et aussi favorisant des cas de stress auprès de riverains soumis à la pollution sonore et à l'accumulation des frustrations.

*« Le gouvernement est conscient que le développement du Togo*

*ne saurait être atteint en sacrifiant sur l'autel de la croissance les travailleurs, l'environnement, les conditions de vie des populations hôtes des zones minières.. », a-t-il dit avant de relever les actions menées par l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE).*

Les travaux ont permis d'outiller les participants sur les valeurs qui caractérisent le dialogue sociétal, gage de paix sociale. Ils ont été outillés dans le but de se doter d'une dynamique organisationnelle via la mise en place de comités représentatifs capables d'engager un dialogue social ou sociétal pacifique, sincère et transparent avec les entreprises minières et l'Etat.

L'idée est également de garantir méthodiquement et progressivement aux communautés hôtes des entreprises d'extraction minière au niveau local et régional, la transparence, la redevabilité, la participation, l'efficacité, l'efficience, l'inclusion l'équité, l'Etat de droit qui permettent de tirer profit de l'exploitation de leur sous-sol.

{loadmoduleid 212}